

FORUM DES AS

MEDIAF Web Site : www.forumdesas.cd Email : forumdesas2001@gmail.com

PRESIDENCE FECOFA

Bosco Mwehu
se retire de
la course

P. 12



11^e RUE LIMETE/INDUSTRIEL N°15/C |

N°7659 DU JEUDI 07 MAI 2026

| PRIX : 3.000 FC



Troisième mandat: la balle est dans le camp du peuple !

Page 2

Delly Sesanga : Fatshi manoeuvre à découvert
pour un troisième mandat par plébiscite

Page 3

Seth Kikuni: "Félix Tshisekedi menace
de confisquer 2028 par la guerre..."

Page 3

Haut-Katanga : des projets structurants et rassurants
prennent corps grâce aux financements du FPI

* En mission à Lubumbashi, le DG Hervé Claude Batukonke a visité
les entreprises subventionnées qui ont généré 1566 emplois

Page 5

Kinshasa offre un spectacle ahurissant après la pluie

P. 8

Troisième mandat de Fatshi : la balle est dans le camp du peuple

Le Président de la République, Félix Tshisekedi, s'est exprimé sans langue de bois sur plusieurs sujets politiques majeurs, hier mercredi 6 mai 2026 lors d'une conférence de presse organisée en marge de la Journée internationale de la liberté de la presse.

Au cours de cet exercice, le Chef de l'Etat n'a pas éludé des sujets sur lesquels il était particulièrement attendu. Ainsi, tout en réitérant son engagement prioritaire pour la stabilité du pays, le Président Tshisekedi ne se verrait pas refuser la possibilité d'un troisième mandat que lui offrirait son peuple.

"JE N'AI PAS SOLLICITÉ UN TROISIÈME MANDAT"

Le Président de la République a été très clair sur la polémique question de l'après son deuxième mandat.

" *Je n'ai pas sollicité le troisième mandat, mais je vous le dis, si le peuple veut que j'aie un troisième mandat, j'accepterai* ", a-t-il déclaré à haute et intelligible voix, insistant le retour de la stabilité et de la dignité de la République Démocratique du Congo.

Ce n'est pas tout. Le chef de l'État a également évoqué sa conception de la responsabilité présidentielle, dépassant selon lui, la durée d'un mandat.

" *La responsabilité que les Congolais m'ont confiée n'est pas de m'arrêter à ce que je*



Pour Félix Tshisekedi, l'agitation partisane ne doit pas occulter la question de fond : le cadre juridique actuel de la République démocratique du Congo est-il toujours adapté aux défis du XXI^e siècle ? PHOTO DROITS TIERS

vais faire pendant le mandat, mais de préparer les générations à venir ", a-t-il expliqué.

Le Président de la République a fustigé les joutes oratoires stériles qui accompagnent souvent les périodes électorales. Pour Félix Tshisekedi, l'agitation partisane ne doit pas occulter la question de fond : le cadre juridique actuel de la République démocratique du Congo est-il toujours adapté aux défis du XXI^e siècle ?

" *En campagne électorale, tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. C'est un peu ce qui se passe ici* ", a-t-il ironisé, avant d'appeler à dépasser les slogans pour une réflexion rigoureuse sur l'efficacité des institutions de la République.

A l'occasion, Félix Tshisekedi a rappelé la différence fondamentale qu'il y a entre l'homme politique et

l'homme d'État. Si le premier est hanté par sa réélection, le second est guidé par l'intérêt des générations futures. Il a réitéré son engagement à ne pas s'accrocher au pouvoir par la force.

Devant la presse, Fatshi a déclaré qu'il ne mettra pas de bâtons dans les roues son successeur, bien au contraire, il sera à l'entière disposition de ce dernier après son mandat.

" *Je me mettrai à la disposition de mon successeur. Je n'irai pas prendre les armes contre lui. Je m'effacerai pour lui laisser tout l'honneur de la fonction, mais je resterai dans l'ombre, prêt à servir* ", dit-il, rassurant de la sorte ceux qui voient dans toute réforme constitutionnelle une manœuvre pour un glissement éternel.

Félix Tshisekedi a profité de cette tribune pour défendre

son bilan diplomatique et sécuritaire. Refusant de voir le pays comme un " *verre à moitié vide* ", il a souligné que la RDC est sortie du " *trou noir* " de l'isolement. La présence du pays au Conseil de sécurité de l'ONU est, à ses yeux, la preuve d'un retour en force sur la scène mondiale. Répondant aux critiques sur ses fréquents déplacements, il a martelé que " *ce ne sont pas des voyages de villégiature, mais des voyages nécessaires* ."

PAS DE CHANGEMENT SANS LE PEUPLE

L'annonce la plus attendue concernait le mécanisme de cette éventuelle réforme. Tout en se disant favorable à une analyse approfondie par des experts pour identifier les verrous constitutionnels qui freinent le développement, le Président a fixé une ligne

rouge infranchissable sur le consentement populaire.

" *S'il doit y avoir un changement de Constitution, cela ne se fera jamais sans consulter la population par référendum* ", a-t-il affirmé. Par cette phrase, Félix Tshisekedi renvoie la balle dans le camp du souverain primaire, s'assurant ainsi une légitimité que seule l'onction des urnes peut conférer.

PAS DE "BRADAGE" DE MINERAIS

Autre point important de cette conférence de presse, c'est la réponse du Président Félix Tshisekedi aux allégations de bradage des ressources naturelles du pays en contrepartie de garanties sécuritaires. Il a rappelé à l'assistance son opposition initiale au contrat chinois de 2008, signé sous Joseph Kabila, qui échangeait accès aux minerais (cuivre, cobalt) contre infrastructures chinoises.

Dans ses réponses il a mis en avant son bilan, la renégociation historique du contrat chinois et sa volonté de transformer localement les minerais.

Il s'est dit " *offusqué* " par le montage initial qu'il jugeait sans intérêt pour le pays, le Chef de l'État a rappelé avoir ordonné un audit dès son arrivée au pouvoir. " *Nous étions détenteurs des ressources, mais minoritaires en termes d'intérêts obtenus. C'était inacceptable* ", a-t-il déclaré.

Grâce à des discussions qualifiées d'élégantes avec les partenaires chinois, le président affirme avoir corrigé les déséquilibres majeurs du partenariat initial. Il s'est d'ailleurs appuyé sur le quitus d'organisations de la société civile réputées pour leur vigilance, telles que l'ODEP et la CENCO, pour valider la transparence de cette renégociation.

VISION INDUSTRIELLE

Pour Fatshi, l'époque où la RDC n'était qu'une terre d'extraction brute doit toucher à sa fin. L'objectif est désormais la transformation locale pour capter une plus grande part de la chaîne de valeur mondiale.



Photo de famille du président Félix Tshisekedi et les professionnels de médias. PHOTO DROITS TIERS

Troisième mandat de Fatshi : la balle est dans le camp du peuple

Le Chef de l'État a reconnu que le déficit en infrastructures énergétiques reste le principal frein, mais il mise sur de nouveaux projets pour permettre ce début de transformation. La stratégie vise prioritairement la création de richesses nationales et, surtout, la création d'emplois pour la jeunesse congolaise.

Félix Tshisekedi a balayé les soupçons de compromissions personnelles au détriment de l'intérêt général. " Je ne serai jamais le Président qui va brader les richesses nationales ", a-t-il martelé, jurant que les intérêts du



peuple congolais resteront la boussole de chaque nouveau partenariat signé sous son

mandat. Alors que la pression sécuritaire reste forte à l'Est

du pays, la sortie de Tshisekedi vise à rassurer l'opinion publique que la

sécurité de la Nation ne se négociera pas au prix de son sous-sol.

FDA

EN RÉACTION AUX PROPOS DE TSHISEKEDI

Seth Kikuni: " Tshisekedi menace de confisquer 2028 par la guerre, les oppositions n'auront qu'un seul chemin: franchir le Rubicon"

Le président Félix-Antoine Tshisekedi a suscité de vives réactions au sein de l'opposition. C'est le cas de Seth Kikuni, président du parti de l'opposition Piste, qui a réagi, mercredi 06 mai, sur son compte X, répondant directement aux menaces du chef de l'État concernant l'élection de 2028.



Propos de Tshisekedi sur la Constitution, Kikuni réagit vigoureusement. PHOTO DROITS TIERS

Kikuni a déclaré : "Si Félix Tshisekedi menace de confisquer 2028 par la guerre, les oppositions (armée et non armée) n'auront qu'un seul chemin : franchir le Rubicon et jeter les dés. Cette affirmation souligne l'escalade des tensions politiques et la détermination de l'opposition à résister à toute forme de domination.

Les propos de Kikuni mettent en lumière la crise politique actuelle, où les enjeux démocratiques sont en jeu. Alors que la situation continue d'évoluer, il est essentiel de suivre de près les déclarations et actions des différents acteurs politiques.

Cette déclaration marque

un tournant dans le discours politique, appelant à une mobilisation des forces d'opposition face à ce qu'ils perçoivent comme une menace à la démocratie. À suivre de près pour comprendre l'impact de ces déclarations sur le paysage politique congolais.

Lors de sa sortie médiatique, le président de la République, a éclairé la lanterne sur la Constitution du 18 février 2006.

" Si le peuple veut que je

fasse un troisième mandat, j'accepterai", a fait savoir Fatshi. Le chef de l'État a rappelé un principe essentiel : aucune question d'intérêt national ne doit être confisquée ni interdite au débat.


" Partant du débat sur la Constitution, je souhaite rappeler un principe simple : aucune question d'intérêt national ne saurait être confisquée, caricaturée ou interdite de réflexion", a-t-il dit.

Toutefois, il a insisté sur la

nécessité d'aborder toute réflexion institutionnelle avec rigueur, transparence et dans le strict respect de l'État de

droit, loin de toute précipitation ou manipulation politique.

Gloire BATOMENE

 **Delly SESANGA HIPUNGU** @DSESANGA

Ce soir, les masques sont tombés. Félix Tshisekedi manœuvre désormais à découvert pour un troisième mandat par plébiscite. La RDC ne peut entrer dans un nouveau cycle de tensions institutionnelles et de personnalisation du pouvoir. Tous les démocrates doivent faire obstacle à cette dérive.

« Le Congo est un grand pays », disait Patrice Emery Lumumba. Il exige de ses dirigeants grandeur, dignité et responsabilité. Cela se mesure par le respect de la Constitution, des institutions et de la stabilité nationale, non par la recherche frauduleuse d'une prolongation des mandats.

Être un homme d'État, c'est avoir le sens de l'Histoire et éviter à son pays de replonger dans les pratiques du passé qui ont conduit au chaos. Ces dérives, les fondateurs de l'UDPS les ont combattues hier ; nous les avons combattues ensemble, au prix de lourds sacrifices pour notre peuple.

Une Nation ne se dirige pas par des discours, des promesses ou des plébiscites, mais par le respect de la parole donnée, des institutions et de la démocratie.

11:34 PM · 6 mai 2026 · 2 795 vues

Diplomatie régionale : Félix Tshisekedi attendu à Kampala pour l'investiture de Yoweri Museveni

Le Président Félix Tshisekedi est annoncé à Kampala le 12 mai prochain pour prendre part à la cérémonie d'investiture de son homologue ougandais, Yoweri Museveni, récemment réélu. Cette visite s'inscrit dans le cadre de renforcement des relations diplomatiques entre les deux pays voisins caractérisées par des hauts et des bas intermittents

L'information a été confirmée à l'issue d'une audience accordée par le chef de l'État à John Mulimba, envoyé spécial du Président Museveni.

Porteur d'un message officiel, l'émissaire ougandais est venu transmettre l'invitation formelle à cette cérémonie d'envergure qui devrait réunir plusieurs dirigeants africains et internationaux.

Selon les médias



Félix Tshisekedi avec l'émissaire de Yoweri Museveni.
PHOTO DROITS TIERS

ougandais, au moins 35 chefs d'État ont déjà confirmé leur présence à cet événement, témoignant de l'importance diplomatique de cette investiture.

Au-delà du caractère protocolaire, la visite de Félix Tshisekedi pourrait marquer un tournant dans la coopération entre les deux

pays. Des sources proches de la Présidence congolaise indiquent que plusieurs protocoles d'accord sont en préparation, notamment dans les domaines sécuritaire, économique et infrastructurel.

Cette séquence diplomatique intervient dans un contexte où Kinshasa et Kampala multiplient les

initiatives conjointes pour stabiliser la région des Grands Lacs et redynamiser les échanges transfrontaliers. La participation de Félix Tshisekedi à l'investiture du président ougandais pourrait ainsi consolider davantage les liens stratégiques entre Kampala et Kinshasa.

César IPOKA

Examen de deux accords clés avec Washington: le Sénat convoqué ce jeudi

À Kinshasa, le Bureau du Sénat a convoqué une séance plénière ce jeudi 7 mai 2026 à 13 heures, au Palais du peuple, avec, à l'ordre du jour, l'examen de deux projets de loi majeurs relatifs à des accords internationaux stratégiques.

Selon le communiqué officiel signé le 5 mai par la rapporteure Ngudianza Bayokisa Kisula, les sénateurs sont appelés à se prononcer sur l'économie générale de deux textes déjà distribués. Le premier concerne la ratification d'un accord de partenariat stratégique entre le gouvernement de la République démocratique du Congo et celui des États-Unis. Le second porte sur la ratification d'un accord de paix entre la RDC et le Rwanda.

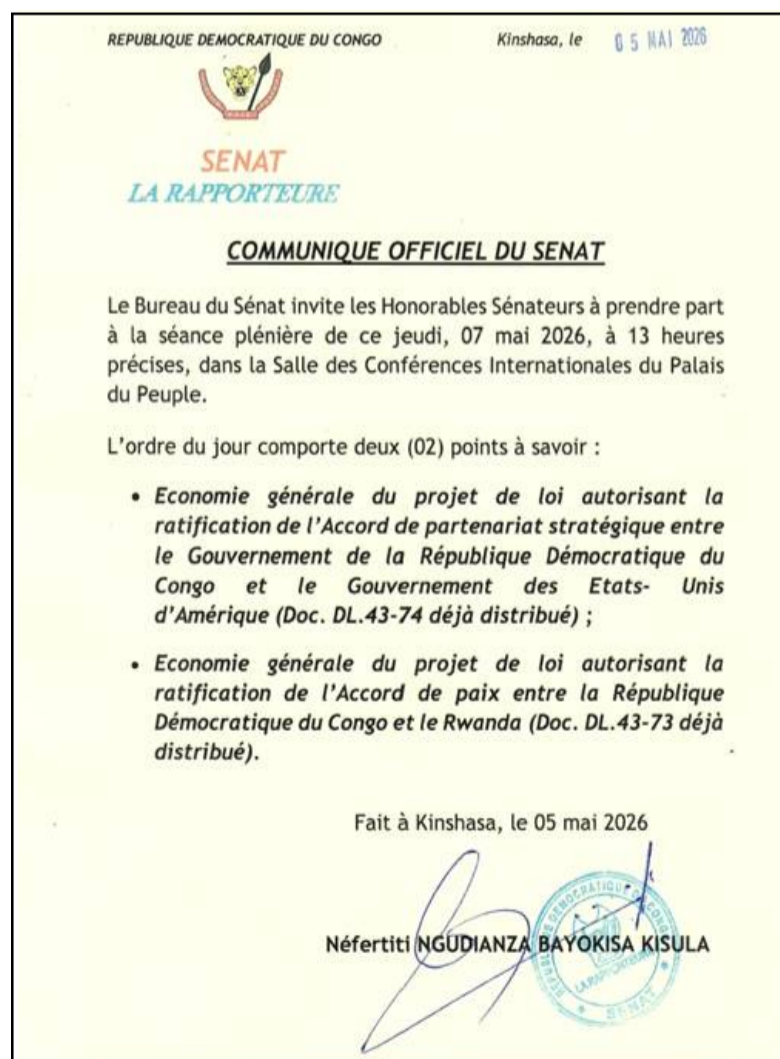
Ces deux dossiers, inscrits dans un contexte diplomatique et sécuritaire

sensible, devraient susciter des échanges soutenus au sein de la Chambre haute du Parlement. L'accord avec Washington est perçu comme un levier potentiel de coopération renforcée, notamment sur les plans économique et stratégique. Quant au texte relatif au Rwanda, il s'inscrit dans les efforts de stabilisation régionale, alors que les tensions sécuritaires persistent dans l'Est du pays.

La tenue de cette plénière au Palais du peuple marque une étape importante dans le processus de validation de ces engagements internationaux. L'issue des débats pourrait orienter significativement la politique extérieure de la RDC dans les mois à venir.

Fait notable, les deux projets de loi ont déjà été distribués aux sénateurs, ce qui laisse présager une discussion structurée, voire décisive, lors de cette session annoncée.

Jérémie ASOKO



FORUM DES AS

Quotidien d'informations

15/C, 11^{ème} Rue
Limete/Industriel
forumdesas2001@gmail.com
www.forumdesas.cd
Id. Nat. M 59842 H
Editeur Responsable
BONGO BOVERY

Directeur de Publication
Didier KEBONGO
(+243 82 47 89 795)

Directeur de la Rédaction
Kléber KUNGU

Rédacteur en chef
Yves KALIKAT

Rédaction centrale
Didier KEBONGO
Yves KALIKAT
Kléber KUNGU
Mathy MUSAU
Fyfy-Solange TANGAMU
Christian-Timothée MAMPUYA
Gloire BATOMENE
Jérémie ASOKO

Collaborateurs extérieurs
Muke MUKE
César IPOKA
Tricya MUSANSI

Kananga
Félix MULUMBA Kalemba
Ituri
Héritier TIMOLO
Nord-Kivu
Pascal NDUYIRI
Lubumbashi
Patient MBY

Service Administratif
et Financier
Sylvain Mpono

Publication assistée
par ordinateur (PAO)
Jacques LUSIMANU
Aimé NSIMBA

Webmaster & Edition
électronique
David BABOMBWA
Distribution
Nico MBENGA
MASAMUNA

Haut-Katanga : Des projets structurants et rassurants prennent corps grâce aux financements du FPI

* En mission à Lubumbashi, le DG Hervé Claude Batukonke a visité les entreprises subventionnées qui ont généré 1566 emplois

Le Directeur général du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) séjourne, depuis dimanche, dans la capitale cuprifère du Haut-Katanga. A Lubumbashi, Hervé Claude Batukonke conduit une délégation de cet établissement public dans l'optique de "vérifier les réalisations des projets financés par son institution au-delà des rapports reçus à Kinshasa", rapporte une source proche de l'entreprise.

Pour l'équipe en mission dans le Haut-Katanga, l'occasion est propice pour voir de visu "la matérialisation de ces projets structurants et rassurants" qui ont pris corps grâce aux financements du FPI.

"Alors que personne ne l'attendait, le DG Hervé Claude Batukonke s'est présenté le lundi 4 mai à 7h00' au siège du FPI pour saluer les travailleurs et communier avec toute l'équipe d'employés. Il a ainsi surpris le personnel de Lubumbashi par sa ponctualité, ses principes de rigueur, de discipline et de gestion de proximité", commente un de ses proches collaborateurs.

MES, UN PROJET VIABLE ET RENTABLE POUR TOUTES LES PARTIES

"Le numéro un du FPI a aussitôt tenu une longue séance de travail avec le personnel du Haut-Katanga. Une réunion qui a duré quasiment toute la journée. Toutes les questions ont été posées sans ambages. Certaines ont même trouvé



La délégation de Kinshasa fière de découvrir les produits fabriqués par des projets qui ont bénéficié du financement du FPI. PHOTO DROITS TIERS

immédiatement des réponses. D'autres, par ailleurs, seront examinées de fond en comble", renseigne un membre de l'entourage.

La délégation de Kinshasa s'est appesantie, de prime abord, sur le groupe Mining Engineering Services (MES) qui a développé sept projets. Selon ses animateurs, Ce consortium comprend Mining Engineering Services, spécialisé dans la construction des sites et la fourniture de certains équipements miniers.

MES opère dans le même univers que d'autres filiales du groupe. En l'occurrence, ANADOS qui produit des plaques anodiques. Aussi, Congo Câbles Transformers, qui fabrique des câbles électriques de moyenne et haute tension et des câbles internet.

Congo Piping s'est, pour sa part, appliquée à la fabrication des matériaux de construction dont les PVC. L'autre filiale du groupe, REVIN, a mis le curseur sur la production des boissons sucrées et l'eau minérale. La filiale Rainbow, quant à elle, s'est spécialisée dans la

fabrication des détergents.

Ces six projets sont basés à Lubumbashi. Le septième, STAR LABELS, implanté à Kinshasa, produit des emballages. Tous les articles produits par le groupe sont certifiés ISO. Dès lors, la RDC, qui importait tout hier, exporte aujourd'hui certains produits. Ce changement de paradigme a un impact positif sur la balance commerciale du pays, estiment les cadres du FPI.

CES SEPT PROJETS DU GROUPE ONT DÉJÀ REMBOURSÉ 56 % DES CRÉDITS

Réalisés grâce au financement du FPI, tous ces projets ont permis au groupe de rembourser 56 % des crédits contractés. A ce jour, le consortium sollicite un financement complémentaire pour élargir son champ d'action. Une requête que le DG Batukonke a confiée aux analystes des projets pour un examen minutieux avant toute décision.

Depuis son installation, il y a quelques années, le groupe a créé 1566 emplois directs et indirects, assure le FPI. A ce sujet, Hervé Claude



Recevant le DG Batukonke, le Gouverneur du Haut-Katanga, M. Kazembe accepte d'appuyer la mobilisation des recettes dues au FPI. PHOTO DROITS TIERS

Batukonke insiste sur les conditions de travail. Il tient à des emplois durables et à un traitement décent pour les travailleurs congolais.

"UN BON PARTENARIAT DOIT RESPECTER LES LOIS DU PAYS"

Le DG a, en outre, exhorté la compagnie à s'acquitter de la taxe de promotion de l'industrie et d'autres charges fiscales. Pour lui, un bon partenariat doit respecter les lois du pays. On comprend clairement que le patriotisme et l'humanisme sont des valeurs prônées par le patron du FPI.

La collaboration entre les deux parties est satisfaisante. C'est pourquoi Mining Engineering Services a offert un présent d'une œuvre d'art au DG pour son soutien sans faille à l'industrialisation et au développement du pays.

Hervé Claude Batukonke a apprécié ce geste car, il ne reçoit jamais un cadeau qui a une valeur supérieure à 50 dollars américains. Ses convictions morales le mettent à l'abri de toute complaisance dans le traitement des dossiers. Il

tient ainsi à l'éthique. Raison pour laquelle il s'est assigné une telle exigence.

A Kinshasa comme en province, le DG Batukonke se veut un manager de toutes les entités de son établissement public et non un chef qui dirige à partir de la capitale.

COLLABORATION DANS LA MOBILISATION DES RECETTES

"La mission du FPI au Haut-Katanga est aussi un signe de respect envers les autorités légalement établies, note un cadre de l'entreprise. Avant d'effectuer la ronde des projets financés par le FPI, le DG est allé présenter ses civilités à Martin Kazembe Shula, gouverneur du Haut-Katanga".

Au-delà d'une simple visite de courtoisie, les deux hommes ont parlé des industries, des investissements et des projets de développement dans la province. Hervé Claude Batukonke a saisi l'occasion pour solliciter l'appui du gouverneur dans la collecte de la taxe de promotion de l'Industrie auprès des assujettis. C'est ce qu'on appelle la collaboration interinstitutionnelle.

Pour bien mobiliser les recettes et financier des projets économiquement rentables, le FPI a besoin d'une synergie entre les différents services de l'Etat. Convaincu par la démarche du FPI, le gouverneur Kazembe a promis son implication pour l'industrialisation de sa province et celle de la RDC.

Yves KALIKAT



La délégation du FPI en visite dans les locaux du groupe Mining Engineering Services (MES). PHOTO DROITS TIERS



Le DG Hervé Claude Batukonke reçoit ici un présent de reconnaissance de la part des gestionnaires d'un projet financé. PHOTO DROITS TIERS

La Türkiye plaide pour une COP31 axée sur la sécurité de l'eau

Face à l'intensification des impacts climatiques, des experts se réunissent à Istanbul pour alerter sur le fait que les risques liés à l'eau sont responsables de 80 % des dommages climatiques, exigeant des investissements urgents du secteur privé.

Les défis posés par la sécurité de l'eau en Türkiye sont au centre des discussions du 5e Forum international de l'eau d'Istanbul, un événement de trois jours qui se tient au Palais international des congrès et des expositions Lutfi Kardar. Des responsables et des experts internationaux y préparent le terrain pour la COP31, le sommet des Nations Unies sur le climat qu'Ankara accueillera plus tard cette année.

Un panel de haut niveau sur le thème "Résilience de l'eau face au changement climatique : de l'innovation à l'action mondiale (Feuille de route de la COP31)" a réuni des ministres, des représentants de l'ONU et des experts du climat afin d'évaluer comment l'eau doit devenir un élément central de l'action climatique mondiale.

La crise de l'eau est directement liée à la crise climatique et au développement économique, ont averti les intervenants, alors que la Türkiye se prépare à façonner la politique climatique internationale en accueillant la COP31.

LA VISION DE LA TÜRKIYE POUR LA COP31

Ahmet Bagcı, vice-ministre de l'Agriculture et des Forêts, a déclaré que le pays avait une vision claire de la COP31, qui allait au-delà des négociations diplomatiques traditionnelles.

"La Türkiye est déterminée à mettre son expérience en la matière au service des instances internationales et à placer la transformation des systèmes d'eau, d'agriculture et d'alimentation au cœur du processus de la COP31", a affirmé Bagcı.

Halil Hasar, président de la commission Changement climatique, a souligné que la COP31 devait constituer un



tournant décisif axé sur la mise en œuvre, et non uniquement sur la négociation.

"Nous attendons de la COP31 qu'elle définisse l'avenir des COP. La première décennie de l'Accord de Paris a été marquée par des engagements ambitieux ; il est désormais impératif de concrétiser ces objectifs", a déclaré Hasar.

"Nous devons écouter l'eau et planifier en conséquence."

Afire Sever, directeur général de la Gestion de l'eau au ministère de l'Agriculture et des Forêts, a averti que le changement climatique intensifiait les sécheresses et les inondations dans la zone climatique méditerranéenne, particulièrement vulnérable en Türkiye.

"Nous devons être à l'écoute de l'eau et planifier en conséquence", a-t-elle déclaré, insistant sur la nécessité d'améliorer l'efficacité de son utilisation.

L'ONU et d'autres agences internationales ont également souligné l'urgence

d'une action coordonnée.

Gwi-Yeop Son, du Bureau de la coordination des Nations Unies pour le développement en Europe et en Asie centrale, a déclaré que la COP31 pourrait renforcer la diplomatie sur l'eau et le climat et promouvoir des solutions régionales, tandis que Ko Barrett, secrétaire général adjoint de l'Organisation météorologique mondiale, a mis en lumière la fréquence croissante des sécheresses liées au climat et leurs impacts sur les écosystèmes et la santé publique.

"Les acteurs et les parties prenantes concernées doivent élaborer des solutions rentables fondées sur des données météorologiques et climatiques fiables", a déclaré Ko Barrett.

"La Türkiye joue un rôle clé dans le programme de la COP31 sur l'eau"

Humberto Lopez, directeur des opérations de la Banque mondiale pour la Türkiye, a déclaré que l'eau n'est pas un problème unidimensionnel,

mais qu'il faut tenir compte simultanément de la baisse des précipitations, de la hausse des températures et de la demande croissante.

Malgré la diminution des précipitations, la demande en eau devrait augmenter d'environ 40 %, a noté Lopez. Cela signifie que les pays seront confrontés simultanément à des sécheresses et des inondations, ce qui exigera de nouvelles approches de gestion de l'eau.

Le secteur mondial de l'eau a besoin d'environ 140 milliards de dollars d'investissements par an, mais les financements actuels sont insuffisants, a déclaré Lopez. L'implication du secteur privé doit s'accroître pour combler ce déficit.

Lopez a souligné l'opportunité que représente la Türkiye en tant que pays hôte de la COP31, la qualifiant de "COP de mise en œuvre" qui devrait mettre en lumière des pratiques de gestion de l'eau efficaces.

"Le fait que cet événement se déroule en Türkiye est une opportunité majeure, car il s'agit d'un pays qui a fait ses preuves dans ce domaine", a déclaré Lopez.

Le secteur privé, clé de l'investissement dans les infrastructures hydrauliques

Siir Kilkis, vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), a déclaré que les effets du

changement climatique sur les cycles de l'eau sont de plus en plus manifestes.

Les inondations à elles seules peuvent entraîner des pertes de PIB comprises entre 1,5 et 1,8 % pour les pays, a indiqué Kilkis. La réduction des risques liés à l'eau pourrait améliorer les résultats d'environ 25 % aux échelles régionale et sectorielle.

"La sécurité hydrique doit être renforcée par des systèmes décarbonés et résilients face au changement climatique", a déclaré Kilkis.

Nick Hartmann, directeur régional adjoint du Bureau régional Europe et Asie centrale du PNUD, a souligné qu'environ 80 % des impacts climatiques sont liés à l'eau.

"Le secteur privé peut jouer un rôle plus efficace dans les infrastructures hydrauliques, en contribuant potentiellement à hauteur de 70 à 80 % de l'approvisionnement", a affirmé Hartmann.

Ruth Davis, envoyée spéciale pour la nature auprès du Royaume-Uni et titulaire de l'Ordre de l'Empire britannique, a insisté sur le rôle central de l'eau dans les systèmes environnementaux, économiques et sociaux.

"Une bonne gestion de l'eau potable permet de gérer efficacement tous les aspects de la vie, des écosystèmes à l'économie", a-t-elle déclaré.

TRT français et agences

Santé vs minerais: le refus zambien d'un accord avec Washington est un tournant pour l'Afrique, selon un économiste kényan

Santé vs minerais: le refus zambien d'un accord avec Washington est un tournant pour l'Afrique, selon un économiste kényan.

Le refus de la Zambie de signer un accord sanitaire de 2 milliards de dollars, lié à un autre portant sur les minerais critiques, est un moment charnière pour la souveraineté africaine, a déclaré à Sputnik Afrique Fredrick Onyango Ogola, candidat du Parti libéral-démocrate:

"On passe d'une logique de 'Nous avons besoin de



capitaux à tout prix' à une logique de 'Les capitaux doivent respecter la souveraineté et la valeur à long terme'".

Faire d'une aide sanitaire vitale une monnaie d'échange pour des concessions minières soulève de graves questions d'éthique, ajoute-t-il.

"On ne négocie pas des minerais en mettant des vies humaines en jeu. La médecine doit soigner, et non être instrumentalisée dans le cadre de négociations."

<https://fr.sputniknews.africa/20260506/1085540905.html>

La Constitution révisée du Nord définit le territoire et abandonne les références à l'unification

SEOUL, 06 mai (Yonhap) -- Dans la Constitution révisée de la Corée du Nord, une nouvelle clause territoriale a été ajoutée et toutes les références à l'unification ont été supprimées, selon le texte dévoilé ce mercredi et mettant en exergue le plan de Pyongyang de poursuivre la "politique de deux Etats hostiles" vis-à-vis de la Corée du Sud.

La Constitution révisée, examinée par l'agence de presse Yonhap lors d'une conférence de presse au ministère de l'Unification, a montré que la Corée du Nord définissait son territoire comme une terre bordant la Chine et la Russie au nord et la Corée du Sud au sud, ainsi que ses eaux territoriales adjacentes et son espace aérien.

Elle n'a toutefois pas apporté de précision concernant la frontière maritime contestée depuis longtemps entre les deux Corées en mer Jaune, notamment la Ligne de limite Nord (NLL), frontière maritime de facto.



Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un prend la parole lors de la première session de la 15e Assemblée populaire suprême (APS), le dimanche 22 mars 2026, a rapporté le lendemain l'Agence centrale de presse nord-coréenne (KCNA). PHOTO DROITS TIERS

La Corée du Nord avait adopté sa première Constitution en septembre 1948 et l'avait révisée à cinq reprises avant de mettre en place la Constitution socialiste en 1972. Après 12 modifications supplémentaires, Pyongyang a révisé de nouveau ce document en mars dernier pour éliminer le terme "socialiste" dans le titre.

En particulier, la

Constitution ne décrit pas la Corée du Sud comme un "principal ennemi" contrairement aux prédictions de nombreux observateurs après que le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a qualifié Séoul d'ennemi.

Conformément à la politique de deux Etats, toutes les références à la réunification dont des formulations comme "réunification pacifique" et

"grande unité nationale" ont été supprimées de la Constitution.

Celle-ci a également abandonné les accomplissements du défunt fondateur Kim Il-sung et de Kim Jong-il, défunt père du numéro un nord-coréen actuel. Lors de la conférence, le professeur Lee Jung-chul, expert de la Corée du Nord à l'université nationale de Séoul, a déclaré que la

Constitution semblait vouloir montrer la volonté de Pyongyang d'afficher l'image d'un Etat "normal".

Il a positivement estimé cette révision, déclarant qu'elle a jeté les bases d'une "coexistence pacifique" entre les deux Corées, en notant l'absence de rhétorique hostile à l'encontre de Séoul.

La Constitution a également élevé le statut et le pouvoir de son dirigeant, président de la Commission des affaires de l'Etat, le désignant comme le "chef de l'Etat" et le plaçant au-dessus de l'Assemblée populaire suprême (APS) dans l'ordre constitutionnel des institutions d'Etat pour la première fois.

Une nouvelle clause a été ajoutée pour accorder au président de la Commission des affaires de l'Etat le commandement des forces nucléaires du pays, dont le pouvoir de déléguer cette autorité.

De plus, la révision a retiré à l'APS son pouvoir de révoquer le président de la Commission des affaires de l'Etat, éliminant de fait son rôle de supervision.

Détroit d'Ormuz : Project Freedom suspendu, Séoul n'envisage plus d'y participer

SEOUL, 06 mai (Yonhap) -- La suspension tout juste annoncée ce mercredi par Donald Trump de "Project Freedom", l'opération d'escorte militaire de navires civils dans le détroit d'Ormuz, fait que Séoul n'a plus besoin de réfléchir à une éventuelle participation, a indiqué le conseiller à la sécurité nationale Wi Sung-lac.

Il réagissait lors d'un rendez-vous avec la presse peu après que le président des Etats-Unis a signalé que la mission, qui venait de débuter hier, s'interrompra pour une courte période en attente d'un possible accord avec l'Iran.

Trump avait déclaré hier,



réagissant à l'annonce d'une explosion et d'un incendie lundi soir sur un vraquier de la société sud-coréenne HMM Co. qui mouillait au large des Emirats arabes unis, qu'il serait "temps que la Corée du Sud se joigne" à Project Freedom.

Wi a ainsi confirmé que Séoul prévoyait d'examiner la demande mais que cela n'était désormais plus nécessaire.

Le chef de la Maison-Blanche a affirmé que le navire avait été pris pour cible par Téhéran car celui-ci cherchait à faire "cavalier seul" plutôt que d'être escorté par la marine américaine. Wi a expliqué que bien que Cheong Wa Dae ait dans un premier temps pris en compte cette possibilité, aucun indice collecté jusqu'à présent sur les lieux ne semblait soutenir cette thèse.

PAIE DES FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT

Les banques payeuses ne s'acquittent pas correctement de leur mission

À chaque paie, les fonctionnaires et les enseignants ne cessent de se lamenter au regard du désordre observé devant les guichets des institutions bancaires qui ont conclu un accord avec le gouvernement pour assurer la paie.

À Kinshasa, à Kikwit et ailleurs, ce sont les mêmes jérémiades. Lors de la paie du mois de mars dernier, la banque qui paie les cadres et agents de l'État a dépassé les limites du tolérable. C'est pourquoi, ces derniers ont exprimé leur ras-le-bol. Un cadre du ministère de l'Agriculture et Sécurité alimentaire de cette entité qui a requis l'anonymat, invite le gouvernement à résilier tout simplement le partenariat avec ladite institution bancaire.

Selon lui, les dispositions mises en place par cette banque pour la paie compliquent la situation et mettent mal à l'aise ses clients, alors qu'ils sont déjà

frustrés par la modicité de leurs salaires.

Jusqu'à ce jour, aucun cas de fraude n'a été décelé dans le camp des fonctionnaires. Mais l'on ne comprend pas pourquoi ils sont sommés régulièrement de se présenter devant le notaire de la ville, moyennant, bien sûr, espèces sonnantes et trébuchantes, pour, dit-il, changer des signatures, alors qu'elles étaient antérieurement valables.

PAS DE FRANCS CONGOLAIS DANS LES DISTRIBUTEURS À KINSHASA

Cette situation déplorable perturbe maints agents qui utilisent les bordereaux de retrait espèces au point où les victimes commencent à suspecter un trafic monté entre les agents de cette banque et le notaire pour rançonner les pauvres clients, dans le but de remplir indûment la caisse du notaire.

Là où le bât blesse davantage, c'est le fait qu'au niveau du site de la paie du

bureau administratif, les clients sont exposés sous un soleil accablant alors que la plupart sont des personnes âgées, des femmes sans oublier les malades contraints de faire le déplacement pour toucher leurs modiques dus.

À Kinshasa, il se produit toujours un phénomène bizarre dès que la paie des agents et fonctionnaires de l'État est déclenchée. Subitement, dans les distributeurs de monnaie, les francs congolais disparaissent au profit du roi dollar. Le calcul est simple. Les banques payeuses poussent leurs clients à ne toucher qu'en dollars américains pour réaliser des bénéfices exorbitants vu l'écart de taux entre le leur et le marché officiel. Les capitalistes ont tout, sauf le cœur.

REDYNAMISER LES ACTIVITES DE LA CADECO

Face au comportement des banquiers qui humilie les agents de l'État, des voix



Face au comportement des banquiers, la redynamisation de la Cadeco, une institution financière à capitaux 100% congolais, est l'une des solutions idéale. PHOTO DROITS TIERS

s'élèvent pour demander au gouvernement de trouver une solution idoine en vue de mettre fin aux stress auxquels son personnel est confronté pendant la période de paie.

Une des solutions idéale consiste à redynamiser la Caisse nationale d'épargne du Congo (Cadeco), la seule institution financière à capitaux 100% congolais.

Elle dispose d'un patrimoine immobilier disséminé à travers tout le

territoire national. La relance de ses activités constitue une bonne opportunité pour la lutte contre le chômage des millions de Congolais en quête d'emplois. C'est également une bonne occasion d'utiliser tous ces diplômés des filières de sciences économiques et financières qui, après leurs études, se lancent dans des petits métiers qui n'ont rien à voir avec leur formation académique.

Muke MUKE

Kinshasa offre un spectacle ahurissant après la pluie

Après la pluie diluvienne qui a arrosé la ville de Kinshasa la nuit du mardi 5 au mercredi 6 mai 2026, le spectacle que nous offre la capitale de la RD Congo est tout simplement pitoyable. Si on n'a pas enregistré beaucoup de victimes comme des fois antérieures, hier c'est l'insalubrité qui a contribué à enlaidir davantage la métropole congolaise.

Le plus inquiétant est le fait que c'est dans les marchés que les scènes sont les plus odieuses. Ces lieux de négoce qui auraient dû être les plus propres, en tout temps et en toute circonstance, deviennent irrespirables après la tombée des pluies.

C'est partout que la même observation est faite. De l'est à l'ouest, en passant par le centre, et même dans les quartiers huppés qui sont



sensés abriter ceux que Kinshasa compte comme dignitaires, le visage n'est pas différent de celui des quartiers populaires et peuplés.

Au vu de cette réalité, des voix s'élèvent pour se poser la question de savoir quand le slogan "Kinshasa ezo bonga" (Kinshasa se métamorphose) va devenir une réalité.

Lorsqu'on passe à côté de l'Hôtel de ville, l'on a de la peine à croire que c'est là le siège de la capitale. Pourtant,

c'est ce lieu qui devrait être le miroir du pays.

À quelques lieues de l'Hôtel de ville, s'étend l'avenue du Commerce dont le nom dit tout. Malheureusement, cette voie a perdu toute sa valeur. Les vendeurs pirates l'ont envahie, étalant leurs marchandises par terre au mépris des règles de salubrité publique. Les débris qu'ils abandonnent se transforment en boue et, après la pluie l'on a de la peine à circuler sur cette artère

dans sa jonction avec l'avenue du Marché à Gombe.

LA CREATION D'UNE POLICE D'ASSAINISSEMENT S'IMPOSE

À l'allure où vont les choses, il importe de créer une police d'assainissement dont la mission principale est de lutter contre toute forme d'insalubrité sur la place publique.

Les infractions dans ce secteur sont nombreuses, allant de l'occupation anarchique de la voie publique au jet de toutes sortes d'objets sur la chaussée. Il importe d'imposer une discipline de fer pour faire changer les mentalités des Congolais. Tant que rien ne sera entrepris dans ce sens, la ville de Kinshasa deviendra invivable dans quelques années à venir.

Dans l'immédiat, ce sont les administrateurs des marchés qu'il faut

responsabiliser. Ils doivent sortir de leur rôle de percepteurs de patentes pour devenir des vrais leaders novateurs. Chaque jour, ils encaissent des recettes auprès des vendeurs mais qu'ils utilisent à leur gré. Les bourgmestres ne doivent pas continuer à les laisser impunis comme c'est le cas aujourd'hui.

D'ailleurs, hier, lors de la conférence de presse du président Félix Tshisekedi, une consœur lui a posé la question sur la situation de la ville de Kinshasa. Le chef de l'État a reconnu les différents problèmes auxquels fait face la capitale. Il a noté particulièrement le cas des inondations qui trouvent leurs origines justement dans l'insalubrité qui caractérise la capitale. Sans doute que dans les semaines ou mois à venir des mesures drastiques seront prises pour faire sortir Kinshasa de son ornière actuelle. Muke MUKE

RESULTATS DE L'EVALUATION DE BASE DANS LES HUMANITES

Les participants formulent des recommandations clés pour réajuster les interventions futures

Les participants à l'atelier de présentation des résultats de l'évaluation de base menée dans les humanités pédagogiques rénovées et les écoles primaires d'application, ainsi que du test vocationnel des futurs enseignants des six premières années de l'éducation des bases ont validé les dits résultats après les discussions. Aussi, ils ont formulé des recommandations clés pour le réajustement des interventions futures.

Parmi les recommandations formulées à l'issue de la dissémination des résultats, il y a notamment, mettre en place un appui pédagogique régulier et structuré; Intégrer des pratiques réflexives régulières dans la formation des enseignants et dans le suivi-appui aux professeurs, reposant sur des outils structurés; renforcer la collaboration entre HP, EPA et inspecteurs; renforcer l'accès à des stages de qualité; et renforcer la prise en compte de l'inclusion et de l'équité dans la formation des professeurs et des élèves-maîtres.

Cependant, les résultats présentés lors de cet atelier de restitution, constituent une étape clé ayant permis de mesurer, en amont, le niveau de référence des compétences des acteurs impliqués dans la formation initiale des enseignants et renseigner les indicateurs de résultats pour informer et accompagner la mise en œuvre du programme transitoire des HPR, souligne la DIFORE-BG.

Avec une approche participative, l'atelier de dissémination conduit sous la coordination de la DIFORE-BG a connu trois temps forts d'abord le Cadrage et présentation du contexte de la conduite de l'évaluation situationnelle, la présentation des trouvailles par thématique.

Cependant, au cœur de cette initiative, l'amélioration



Vue des participants à l'atelier de présentation des résultats.
PHOTO DROITS TIERS



durable de la qualité de l'enseignement en République démocratique du Congo inscrite dans le cahier de charge du projet Éducation des Filles, Formation Initiale et Continue des Enseignants et Appui à la Continuité de l'Éducation (EFFICACE), pour y parvenir, la réforme adopte une approche holistique de la profession enseignante. Elle vise à repenser en profondeur la formation initiale et continue des enseignants, en intégrant les thématiques transversales telles que l'équité, le genre et l'inclusion, intégrer les

numériques dans les pratiques pédagogiques des enseignants, accroître les séances de stage des élèves maîtres au niveau des écoles primaires d'Application puis intégrer de manière systématique les connaissances disciplinaires et didactiques dans toutes les disciplines.

À travers cette démarche, le Gouvernement congolais et ses partenaires entendent bâtir un corps enseignant plus qualifié, mieux préparé et aligné sur les standards modernes d'enseignement.

Au cours de ce même atelier, la deuxième plage était

consacrée à la restitution des résultats du Test d'Orientation Professionnel et Vocationnel (TOPROV) qui a été administré dans les mêmes zones d'intervention auprès des élèves de HP1.

L'évaluation de base a été menée du 29 septembre au 13 novembre 2025 dans les trois zones d'intervention de la cohorte1 du projet EFFICACE avec pour objectif de mesurer le niveau de référence des acteurs impliqués dans la formation initiale des enseignants afin de fournir un point de référence pour le suivi des évolutions et d'éclairer la

mise en œuvre des activités du projet. L'expérimentation des Humanités Pédagogiques Rénovées (HPR) a débuté au cours de l'année scolaire 2025-2026 dans 12 établissements répartis sur trois provinces, avec un groupe de comparaison équivalent.

Sous la coordination de la DIFORE-BG, l'atelier a réuni un large éventail d'acteurs du secteur éducatif, notamment le Secrétariat Générale et les différentes branches techniques du Ministère de l'éducation Nationale et Nouvelle citoyenneté, les partenaires techniques et financiers, la société civile ainsi que des organisations internationales telles que l'UNICEF et Save the Children.

Pour rappel, la réforme des Humanités Pédagogiques Rénovées a été lancée depuis le début de l'année scolaire 2025-2026 dans 12 établissements de la première cohorte répartis dans la province de l'Équateur, Kongo-Central et Kasai. Le champ d'expérimentation de cette réforme sera élargi au cours de l'année scolaire 2026-2027 en intégrant deux nouvelles provinces de la cohorte2 à savoir le Kwilu et le Tanganyika consolidant ainsi l'ambition nationale de transformation du système éducatif.

Il faut souligner que la qualité de l'éducation en RDC passera désormais par une meilleure connaissance, une sélection rigoureuse et une formation renforcée des enseignants, véritables piliers du système éducatif, a conclu le coordonnateur de la DIFORE-BG.

À travers le projet EFFICACE, soutenu par le Partenariat Mondial pour l'Éducation (GPE), l'UNESCO réaffirme son appui aux réformes engagées par le Gouvernement pour la transformation du système éducatif congolais, par et avec des enseignants qualifiés, la valorisation du métier et l'amélioration des apprentissages.

Mathy MUSAU

DANS UN ATELIER DEDIE AU JOURNALISME ET VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES

L'Espagne partage son expérience avec les professionnels de médias congolais

L'ambassade d'Espagne organise, du mercredi 6 au jeudi 7 mai, l'atelier intitulé "Journalisme et violence à l'égard des femmes". Lancées hier, ces assises ont pour objectif de partager avec les professionnels de médias congolais, l'expérience de l'Espagne dans la lutte contre les violences à l'égard des femmes.

Pour l'ambassadrice d'Espagne, Carmen Diez Orejas, ce moment de partage avec les journalistes est un appel à la sensibilisation aux violences faites aux femmes. " Il est essentiel de continuer à sensibiliser les femmes, les jeunes filles aux violences à leur égard. Et vous, les professionnels de médias, vous êtes les canaux par lesquels passer pour bien diffuser des messages de sensibilisation. Car, au-delà des traditions, des lois, il faut travailler sur le changement des mentalités. Une fois que les médias font de la discrimination des femmes un cheval de bataille, la population finit par changer de mentalités, de comportement envers les femmes".

Le ministre de la Communication et des Médias, Patrick Muyaya, qui a procédé au lancement de cet atelier, a affirmé que les compétences n'ont pas de sexe et que les femmes ont les mêmes capacités que les



L'ambassadrice d'Espagne (à gauche) aux côtés du ministre de la communication et médias Patrick Muyaya et la journaliste espagnole Carolina Pecharroman. PHOTO DROITS TIERS

hommes. " Bien qu'il existe encore des défis dans les questions liées au genre, la RDC ne cesse de faire des progrès pour les surmonter. La gratuité de l'enseignement est l'un des exemples qui marque cette volonté du gouvernement congolais, parce qu'elle permet aux filles d'être scolarisées. Il y a toujours de l'espace pour l'amélioration des conditions de la femme en RDC et les médias jouent un rôle majeur dans cette lutte face aux violences à l'égard des femmes".

Dans son intervention,

Carolina Pecharroman, journaliste de RTVE, chaîne nationale espagnole, a échangé avec l'assistance sur l'évolution du traitement dans les médias des violences à l'égard des femmes en Espagne.

Elle a évoqué quatre cas de violence qui ont poussé la population, le gouvernement et les médias à réagir. " Avant, on justifiait l'agresseur et rejetait la faute sur la femme. Le cas d'une femme, mère de huit enfants, battue par son mari pendant quarante ans. Ce dernier s'est même permis

de la brûler. Le drame a suscité l'émotion au sein de la population. Le cas de trois jeunes filles violées et assassinées a également créé un choc en Espagne", a indiqué la journaliste.

DONNER LA PAROLE AUX EXPERTS FEMMES

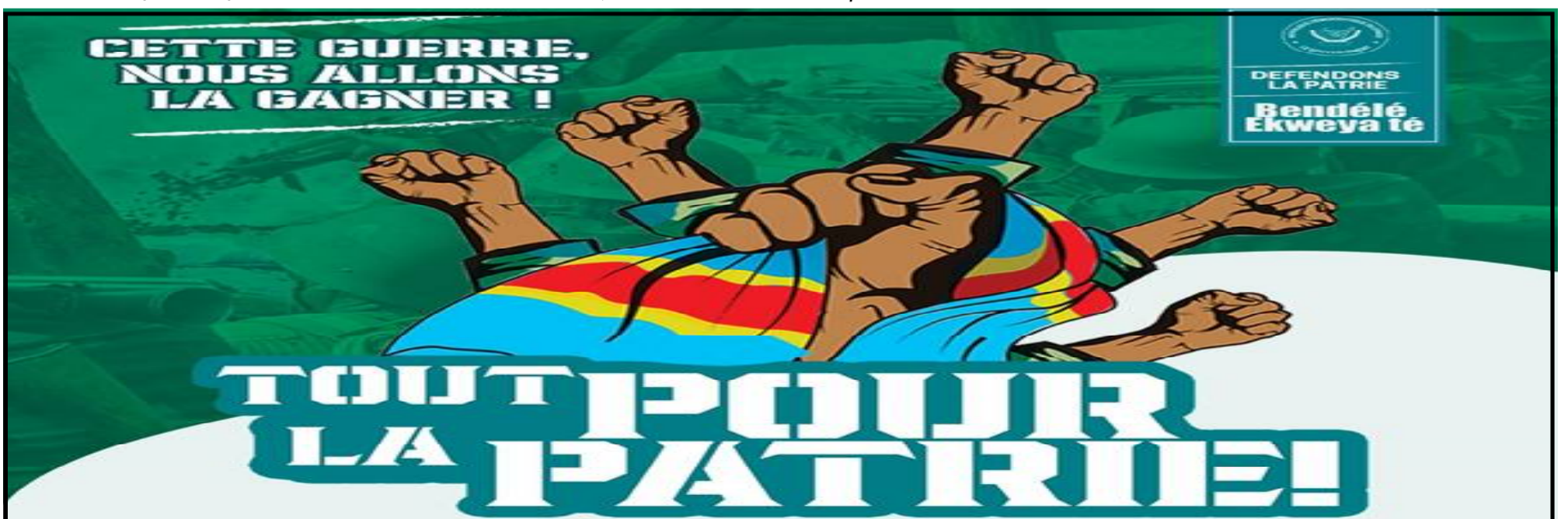
Sur base de ces cas, on a compris la violence à l'égard des femmes, a-t-elle soutenu. Les femmes ne sont pas coupables, elles sont des victimes. Et nous, en tant que médias nous devons dénoncer cette violence et ses auteurs. "

Nous avons une responsabilité déontologique face à ces cas de violence", dit-elle.

Bien qu'aujourd'hui l'Espagne ait adopté des lois, mais le changement de mentalités est vraiment essentiel et les médias ont un rôle de premier plan pour y parvenir, a fait savoir la professionnelle des médias. " Et dans le traitement de l'information, les journalistes sont appelés à traiter de manière égale les hommes et les femmes. Parce qu'à ce jour, la parole est plus donnée à l'homme qu'aux femmes. Nous devons veiller à ce que l'image de la femme soit valablement représentée ", a recommandé Carolina Pecharroman.

Christian Bosembe, président du CSAC, a, dans son intervention, déploré les différents cas de violence auxquels les femmes sont confrontées. Selon lui, ces actes de violence tirent leur source de l'éducation, des traditions, etc. " Il est donc primordial de déconstruire ces traditions, stéréotypes pour changer les mentalités. Faire comprendre aux enfants qu'ils sont égaux", a déclaré l'orateur. Et de souligner " les hommes courageux encadrent leurs femmes, mais les hommes faibles écrasent les femmes".

Fyfy Solange
TANGAMU



Subvention des médias : Félix Tshisekedi appelle à concilier soutien de l'État et indépendance éditoriale

En marge de la Journée mondiale de la liberté de la presse célébrée le 3 mai, le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a répondu aux professionnels des médias sur la question de la subvention publique.

Le Chef de l'État a déclaré : " Si vous demandez à l'État des subventions, l'État va vous demander des comptes. "

Il a poursuivi : " Je vois très bien le ministre Fwamba qui se fait critiquer. "

Félix Tshisekedi a ajouté : " C'est bien, mais essayons d'avancer. Gardons le contact et continuons les discussions pour voir comment nous pouvons le faire. "

Le Président a affirmé vouloir soutenir le secteur sans créer de dépendance : "



Il m'est arrivé de donner parfois certains coups de pouce à des médias parce que j'aime leur travail. Mais je n'aime pas trop faire ça parce que cela peut devenir une dépendance."

Il a expliqué : " Le média ne pourra plus dire la vérité et dira seulement ce qui me plaît d'entendre. "

Selon lui, la critique doit rester professionnelle : " Si on est honnête, on doit accepter la critique constructive, celle qui est objective. "

Le Chef de l'État a proposé une autre piste : " Vous devriez plutôt vous tourner vers les banques. On pourrait imaginer une garantie pour faciliter l'accès au crédit. "

Il a conclu : " Continuons les discussions et voyons ce que cela peut donner. "

mfumunkentomagazine



Culture : Félix Tshisekedi annonce une décoration pour Fally Ipupa après son exploit au Stade de France

Le président de la République, Félix Tshisekedi, a annoncé mercredi 6 mai son intention de décorer l'artiste Fally Ipupa, en reconnaissance de l'ensemble de sa carrière et de sa récente performance au Stade de France. L'annonce a été faite lors d'une conférence de presse organisée à la Cité de l'Union africaine, à Kinshasa.

" Moi, je m'inscris totalement dans ce type d'initiatives que je soutiens pleinement. Et je peux même le dire aujourd'hui : j'ai promis de décorer, au nom de la République démocratique du Congo, l'artiste Fally Ipupa. Si mon agenda l'avait permis, j'aurais été là-bas ", a-t-il confié, en référence aux concerts organisés en France.

Le chef de l'État a salué la portée symbolique des deux concerts livrés par l'artiste congolais les 2 et 3 mai 2026, devant plus de 150 000 spectateurs.

" Fally Ipupa a

véritablement fait la fierté de notre pays. Il a mobilisé toute la France et focalisé l'attention sur la République démocratique du Congo, mais aussi sur toute l'Afrique, puisque de nombreux Africains s'étaient déplacés. Et n'en déplaise aux rabat-joie et aux pourfendeurs, je crois que c'est vraiment le modèle d'un soft power dont notre pays a besoin. Il faut continuer comme ça ", a déclaré Félix Tshisekedi.

SOUTENIR DE TELLES INITIATIVES

Pour le président congolais, cette réussite dépasse le cadre artistique et s'inscrit dans une dynamique de rayonnement international de la RDC. Il a insisté sur la nécessité de soutenir ce type d'initiatives culturelles, qu'il considère comme des leviers d'influence et de visibilité pour le pays.

" J'encourage d'ailleurs les Congolais à aller, par exemple, au prochain concert de Koffi Olomide au stade Roi Baudouin, ou encore à celui de Werrason au Forest



National. Ce sont des salles mythiques en Europe, des lieux emblématiques qui font la fierté de notre culture et contribuent au soft power congolais", a-t-il poursuivi.

Réaffirmant son engagement en faveur de la promotion culturelle, Félix Tshisekedi a officialisé sa décision.

LES 2 ET 3 MAI FALLY A INVESTI LE STADE DE FRANCE

Les 2 et 3 mai 2026, Fally Ipupa a investi l'enceinte

mythique de Saint-Denis pour deux soirées d'exception, réunissant plus de 150 000 spectateurs. Sur scène, lumières, chorégraphies et sonorités se sont entremêlées pour donner vie à un spectacle total, à la croisée de la rumba, du RnB, de l'afro-trap et du hip-hop.

Durant près de deux heures trente, l'artiste congolais a déroulé deux décennies de carrière avec une aisance maîtrisée, enchaînant ses plus grands succès, entouré d'invités de

renom tels que Youssou N'dour ou encore Wizkid. Une célébration grandiose qui a transformé le stade en une véritable vitrine de la culture congolaise.

Premier artiste d'Afrique francophone à remplir le Stade de France en solo sur deux dates consécutives, Fally Ipupa a ainsi inscrit son nom dans l'histoire, confirmant son statut d'icône transcontinentale.

Christian-Timothée MAMPUYA

Fecofa : Bosco Mwehu se retire de la course à la présidence laissant un boulevard à Véron Mosengo

Le candidat Jean-Bosco Mwehu a officiellement annoncé son retrait de la course à la présidence de la Fédération congolaise de football association (Fecofa). L'ancien président du Comité de gestion de la Ligue nationale de football (Linafoot) pendant huit ans, a adressé une correspondance au président de la Commission électorale (CE), hier mercredi 06 mai, laissant ainsi un boulevard au très influent, Véron Mosengo, ancien Secrétaire général de la Confédération africaine de football (Caf) qui a plus de chance de battre, Jean-Didier Massamba, vice-président honoraire de l'organe faïtier du football congolais sous Omari.

Coup de théâtre sur le terrain menant à la plus haute instance du football congolais. Contre toute attente, Bosco Mwehu a désisté, à cinq jours de la publication de la liste définitive des candidats.

Dans cette lettre datée du 06 mai, le désormais ex-candidat évoque des "raisons de convenance personnelle" pour justifier sa décision. Il précise que ce retrait est fait "de manière libre, volontaire et sans réserves", mettant ainsi un terme définitif à ses

ambitions dans cette élection.

Il indique également renoncer à toutes les prétentions liées à cette procédure électorale, demandant à la Commission de prendre acte de son désistement et d'en tirer les conséquences de droit.

Les élections à la Fecofa interviendront le 20 mai prochain à Kinshasa. Au départ, la CE a réceptionné 9 candidats. Puis six ont été recalés après le traitement de leur liste dont l'ancien international, Chris Shabani

Nonda qui n'a pas introduit le recours.

Après ce retrait de Bosco Mwehu, en attendant la publication de la liste définitive. Il ne reste que deux challengers pour le sprint final du moins sans un autre revirement à 180 degrés.

LE DUEL MOSENGO-MASSAMBA SE PROFILE À L'HORIZON

Un duel se profile à l'horizon entre deux prétendants. Il s'agit de Véron Mosengo, connu dans le landerneau du football africain et très proche de l'actuel président de la Fédération internationale de football association (Fifa), Gianni Infantino et Jean-Didier Massamba, ancien vice-président de la Fecofa sous l'ère Constant Omari.

D'après le calendrier établi par la Commission électorale, les dossiers devraient être examinés entre le 22 avril et le 1er mai.



L'ancien président de la Linafoot, Bosco Mwehu retire sa candidature à la présidence pour les élections du 20 mai à la Fecofa. PHOTO DROITS TIERS

Ensuite, une liste provisoire des candidats sera publiée, ouvrant une période de recours allant du 02 au 08 mai. La liste définitive sera rendue publique le 11 mai.

La campagne électorale est programmée du 12 au 19 mai, avant la tenue du scrutin le 20 mai. Ce vote permettra de désigner les nouveaux membres du Comité exécutif, appelés à diriger la fédération.

Le processus se conclura le 21 mai par la cérémonie de

remise et reprise entre le Secrétariat général, assuré jusqu'à la fin de la transition par Lilyane Tshimpumpu et les nouveaux dirigeants.

Ces élections interviennent après la fin du mandat du Comité de normalisation (Conor) mis en place par la Fifa deux années après la démission de Constant Omari, empêtré dans plusieurs problèmes liés à la gestion du football.

Gloire BATOMENE